

20 novembre 2010 06h00 | Par **BERNARD BROUSTET**

Sprint juridique chez First

Le comité d'entreprise se réunira au moins sept fois au cours de ces quatre semaines prochaines pour donner son avis sur les modalités de la reprise du site par Ford.



À la préfecture le 8 novembre, des élus, dont (à droite) Philippe Poutou et Gilles Penel (CGT). PHOTO ARCHIVES LAURENT THEILLET

Les partenaires sociaux de FAI entament un sprint juridico-social : le processus d'information-consultation du comité d'entreprise (CE) au sujet du rachat par Ford de son ancien site de Blanquefort se s'est ouvert hier. La direction de First et Ford souhaitent que le comité ait rendu d'ici au 15 décembre l'avis positif ou négatif, nécessaire pour que l'opération puisse s'effectuer. D'ici là, sept autres réunions de CE auront lieu dans le cadre de ce processus, sans compter les réunions ordinaires du CE et un possible déplacement à Cologne ou à Saint-Germain-en-Laye, sièges respectifs de Ford Europe ou Ford France.

La réunion d'hier était consacrée à la remise d'un document sur les tenants et les aboutissants de la reprise du site par Ford. Les dirigeants de FAI souhaitent que ce texte reste confidentiel, ce qui n'est pas sans susciter quelque perplexité chez les syndicalistes. Gilles Penel, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise, comme Jean-Luc Gassies (CFTC) ou Jean-Michel Caille (CFE/CGC) estiment que ce document, consacré pour l'essentiel, à l'échec de l'éphémère actionnaire allemand HZ, et à des nouveaux projets, récemment présentés par Ford, contient maintes informations déjà diffusées à l'extérieur. Selon nos informations, le texte indiquerait que FAI serait racheté non pas directement par Ford France ou Ford Allemagne, mais par Ford Aquitaine Industrie, structure juridique, qui avait été créée quelques années avant la vente à HZ, et qui était

restée actionnaire minoritaire ces derniers mois. Un tel scénario n'enchant pas les partenaires sociaux. Ceux-ci aimeraient mieux que le site soit repris directement par le groupe, que le personnel ait un statut Ford, et que le grand logo ovale bleu, symbole de la marque, réintègre le toit d'une usine, dont les salariés, ballottés ces derniers temps entre angoisse et espoir, ont grand besoin de repères et de stabilité.

Reste à savoir, si après la rafale de rencontres prévues dans les semaines à venir, avec la participation de cadres supérieurs de Ford Europe, les élus s'estimeront assez informés d'un plan, qui devrait prévoir le retour à un effectif d'un millier de salariés, contre 1 400 à 1500 aujourd'hui. La direction et Ford exerceront sur ce point une pression en faisant valoir que le temps presse. Mais le précédent de 2009, qui avait vu dans des conditions un peu comparables, le CE se prononcer majoritairement avec réserves - et les votes contre de la CGT - pour un plan qui s'est avéré irréalisable, incitera sans doute les élus à exiger un maximum de précisions.

© www.sudouest.fr 2010